

Quel avenir pour le patrimoine industriel en Lorraine ?

Marie-Agnès Sonrier

La reconnaissance du patrimoine industriel des XIX^e et XX^e siècles apparaît sous l'impulsion d'André Malraux (1901-1976), ministre des Affaires culturelles de 1959 à 1969, période où débutent les restructurations d'équipements de production. L'émotion générée par la perte d'emplois et la nécessaire reconversion professionnelle fait quelque peu oublier les installations, témoins d'un passé glorieux certes, mais aussi douloureux sur le plan social et économique. La question du devenir de ce patrimoine se pose autant pour les sites toujours en fonctionnement que pour ceux devenus obsolètes. La publication d'Anne Cook et Anne-Claire Hourte parue en 1996¹ recense de nombreux sites, actifs ou pas, et constitue un document de référence, avec des cartes typologiques, toujours d'actualité presque trente ans plus tard. Si l'on exclut le classement des briquetages de la Seille à Marsal (Moselle) en 1930, considéré comme un site archéologique protohistorique majeur, avec les vestiges des sources salées exploitées à partir de 1250 av. JC, et non pour son activité de production à proprement dit, le début de la reconnaissance patrimoniale des installations industrielles débute en Lorraine dans les années 1970, avec le haut fourneau (cl. MH, 1974) de Cons-la-Grandville (Meurthe-et-Moselle) et la scierie de la Hallière (cl. MH, 1978) à Celles-sur-Plaine (Vosges) et se poursuit au cours des décennies suivantes.

Une protection au titre des monuments historiques

Les usines se modifient au gré des évolutions technologiques, causes de nombreuses disparitions ou de modifications, ce qui rend complexe leur préservation. Les situations varient de la destruction totale à un classement au titre des monuments historiques, en passant par des protections ou destructions partielles. Actuellement 39 établissements (11 en Meurthe-et-Moselle, 2 en Meuse, 12 en Moselle et 14 dans les Vosges) bénéficient d'un classement ou d'une inscription, auxquels il faut ajouter plusieurs bâtiments non dédiés à la production, mais en lien étroit avec celle-ci, et des objets mobiliers. Cette législation prend en compte des situations très variées. L'ancienneté des exploitations du site minier (cl. MH, 1995) du Thillot (Vosges) actif entre 1560 et 1761² ou des bâtiments appartenant à une typologie rare, comme à Dieuze (Moselle), la Délivrance (cl. MH, 2013) de la deuxième moitié du XVII^e siècle, lieu de stockage du sel, appelés également magasins Léopold et Stanislas, sont des critères fréquemment utilisés. Plusieurs bâtiments ont été remarqués pour leur datation du XVIII^e siècle : la faïencerie (ins. MH, 1994) de Niderviller (Moselle), les trois abbayes de la vallée du Rabodeau, Étival (cl. MH, 1840 et 1986), Moyenmoutier (cl. MH, 1840) et Senones (cl. MH, 1983 et 2005) dans les Vosges ; ces dernières, transformées en usines après leur vente comme Bien national, ont bénéficié d'une reconnaissance pour leur intérêt architectural et mémoriel en faisant abstraction de leur évolution. Le site d'Écurey à Montiers-sur-Saulx (Meuse), présente les mêmes caractéristiques : le logis abbatial, ses dépendances et les sols archéologiques ont été protégés au titre des monuments historiques en 1993, alors qu'il faut attendre vingt ans pour que les installations industrielles du XIX^e siècle soient jugées dignes d'intérêt !

¹ Anne Cook, Anne-Claire Hourte, *Patrimoine et culture industrielle en Lorraine*, Metz, 1996.

² Les études menées par la SESAM (Société d'étude et sauvegarde des anciennes mines) permettent de connaître les techniques de percement de la roche et le fonctionnement des machines hydrauliques. C'est la première mine à avoir utilisé la poudre noire.

Si la qualité architecturale n'est pas un argument déterminant, elle ne peut être exclue comme en témoignent quelques exemples. À Saint-Dié-des-Vosges (Vosges), la manufacture Claude-et-Duval (cl. MH partiel, 1988 puis total, 2021) réalisée par Le Corbusier (Charles-Edouard Jeanneret-Gris, 1887-1965), est la seule usine construite par cet architecte emblématique du XX^e siècle. L'imprimerie Royer (ins. MH, 1992) à Nancy (Meurthe-et-Moselle) construite en 1899-1900 par l'architecte Lucien Weissenberger (1860-1929) présente deux caractéristiques : d'une part, une esthétique particulièrement soignée avec un jeu de polychromies dû à l'emploi de pierres et de briques ainsi que le décor sculpté par Ernest Bussière (1863-1913), d'autre part, les techniques utilisées, structures métalliques et planchers en béton apparents, qui participent au parti pris décoratif de la façade ; elle est restée dans ces dispositions d'origine après la fermeture de l'imprimerie en 1988 et sa transformation en bureaux et logements.



Nancy, Imprimerie Royer
Photo M.-A. Sonrier.



Saint-Dié-des-Vosges, Usine Gantois
© Région Grand Est-Inventaire général du patrimoine. Photo Ludovic Gury

On peut encore citer : l'établissement (cl. MH, 1988) construit en 1894 pour Émile Gallé (1846-1904) afin d'abriter son atelier nancéien d'assemblage de meubles, la brasserie (cl. MH, 1988) de Saint-Nicolas-de-Port (Meurthe-et-Moselle) édifée par Fernand César (1879-1969) en 1931, la manufacture de tissage métallique Gantois (ins. MH partielle, 2013) dont l'emblème est un rhinocéros, sculpté en bas-relief sur la façade pour illustrer la devise « ma corne s'y brise » qui vante la résistance de ses grillages, à Saint-Dié-des-Vosges, construite en 1935-1936 par Édouard de Mirbeck (1869-1938), architecte et peintre, et Maurice Fiquet (1897-1989, architecte. À l'opposé, des bâtiments modestes peuvent bénéficier de cette même législation, comme la féculerie³ (ins. MH, 2013) de Chenevières (Meurthe-et-Moselle) ou la manufacture des orgues⁴ (ins. MH, 2012) de Rambervillers (Vosges), entre autres.

³ La féculerie est établie en 1870, et désaffectée en 1959. Elle est utilisée comme entrepôt de la scierie, à laquelle elle appartient, mais l'atelier de fabrication, qui a conservé son matériel de production et sa turbine, se visite sur rendez-vous.

⁴ Jean-Nicolas Jeanpierre, facteur d'orgues, installe en 1853 un atelier. Il s'associe en 1863 à un menuisier, Nicolas Théodore Jacquot. Le site comprend un atelier de fonderie, un hangar à bois, des ateliers de menuiserie et de façonnage et un bâtiment à pignon donnant sur rue à hautes ouvertures qui sert d'atelier de montage à blanc. La manufacture est toujours en activité.

L'évolution de l'activité et des technologies est un facteur particulièrement important. Si l'exploitation du charbon jusqu'à la fin du XVIII^e siècle se fait uniquement aux affleurements, plusieurs puits sont creusés surtout vers le milieu du XIX^e siècle. En Moselle, le puits Sainte-Marthe (ins. MH, 1992) à Stiring-Wendel (Moselle), construit en 1852, est le plus ancien « bâtiment de puits »⁵ du bassin houiller lorrain. Les premiers sondages effectués sur le carreau Vuillemin-Wendel (partiellement ins. MH, 1998 : puits Villemin 2, puits Wendel 1 et 2) à Petite-Rosselle, dès 1856, furent suivis de nombreuses installations durant toute la période d'exploitation jusqu'à sa fermeture en 1986 - neuf extensions importantes entre 1891 et 1970 -, modifiant ainsi durablement le paysage et constituant un véritable catalogue des typologies d'exploitation.

La saline (ins. MH, 1997 et 2012, cl., 2013) de Dieuze⁶ (Moselle) relève d'une véritable épopée industrielle, du puits salé attesté dès le Moyen Âge à l'industrie chimique, en passant par la graduation⁷, les mines (1826-1864), puis l'extraction par dissolution avec des puits de sondages, à partir de 1885. La mutation en industrie chimique commence très tôt, à partir de 1802 de façon artisanale avec Jean-Antoine Allouard-Carny (1751-1830) qui fabrique du carbonate de soude selon le procédé Nicolas Leblanc⁸, et se développe jusqu'à la cessation d'activité en 1973.

À côté de ces complexes importants, de nombreuses unités de production témoignent d'un savoir-faire diversifié : tels la manufacture de fer blanc (ins. MH, 1988) à Bains-les-Bains (Vosges) ou le pressoir (ins. MH, 1983) de Nouilly (Moselle). Le département des Vosges contribue particulièrement à cette prolifération : la scierie du Lançois (ins. MH, 1997) de Ban-sur-Meurthe-Clefcy, et celle de Lajus (ins. MH, 1982) à Celles-sur-Plaine, la forge (ins. MH, 1991) de Plombières-les-Bains, la fonderie de cloches (cl. MH, 1995) à Robécourt, et la scierie, moulin, saboterie et forge (ins. MH, 2013) de Xamontarupt illustrent ce propos.

De l'outillage et des objets de production complètent parfois le patrimoine bâti, comme le matériel abondant resté sur le site du carreau Vuillemin-Wendel de Petite-Rosselle, les fontes d'art d'Écurey, les moules de la faïencerie de Lunéville (Meurthe-et-Moselle) en cours d'inventaire avant de faire l'objet d'une protection au titre des monuments historiques⁹ ou ceux de Niderviller. Concernant les carrières de pierre, les sites naturels gardent certes les traces de cette extraction, comme à Euville (Meuse), dont la pierre a été exploitée du XV^e siècle à nos jours en passant par l'âge d'or que fut le XIX^e siècle avec les grands travaux notamment parisiens, la ligne de chemin de fer et le canal de la Marne au Rhin ; le travail de l'homme est attesté par de l'outillage (cl. MH, 2003), notamment deux scies à cadre ou châssis de sciage¹⁰.

Le développement industriel nécessite une organisation administrative, dès le XVIII^e siècle à Dieuze, elle devient particulièrement importante aux XIX^e et XX^e siècles, avec la construction de grands bureaux (ins. MH, 2001) comme à Uckange (Moselle). Le mouvement s'amplifie après 1920 avec l'adjonction dans les grandes entreprises, de bureau d'études. Le siège de la société des hauts fourneaux et de fonderies (cl. partiel MH, 2015) de Pont-à-Mousson est construit en 1928 à Nancy (Meurthe-et-Moselle) par l'architecte Jean Bourgon (1895-1959) qui fait appel à Jacques Gruber

⁵ Le terme de « chevalement », souvent utilisé, s'applique uniquement à une structure en bois puis en métal, indépendante d'une enveloppe maçonnée.

⁶ Marie-Agnès Sonrier, « Que reste-t-il des salines de Dieuze ? », *Pays lorrain*, décembre 2022, p. 373-376.

⁷ Graduation : cette technique, inventée au XVI^e ou XVII^e siècle, consistait à faire s'écouler l'eau sur une vaste charpente où sont disposés des fagots de bois, reposant sur un socle en maçonnerie afin de permettre l'évaporation d'eau et par conséquent une plus grande concentration de sel. Installée à Dieuze vers 1737-1740, elle est détruite en 1758.

⁸ Nicolas Leblanc (1742-1806) met au point un procédé d'extraction de la soude à partir de l'eau de mer ; il dépose un brevet en 1791. Celui-ci tombe dans le domaine public deux ans plus tard dans le contexte de la Révolution.

⁹ Ce dossier est actuellement instruit par Marie Gloc, conservatrice des monuments historiques à la DRAC Grand Est, site de Metz.

¹⁰ Les scies à châssis ou cadre sont sans doute les premières machines introduites dans les ateliers de taille. Les châssis sont métalliques avec des lames en acier très pur, qui coupent la pierre avec de l'eau et du sable comme abrasif ; l'ensemble était mu, à la fin du XIX^e siècle, à la vapeur avant l'électricité, vers 1918.

(1890-1936), Jean Prouvé (1901-1984), Raymond Subes (1891-1970) et Émile Bachelet (1892-1981) pour décorer le hall d'entrée d'honneur et la cage d'escalier et prouver la prospérité de l'entreprise. La main d'œuvre de plus en plus nombreuse est souvent logée sur place, pour des impératifs de fonctionnement dans « les usines à feu », puis tend à se généraliser dans la seconde moitié du XIX^e siècle, par choix économique : le logement contribue à contrôler et à fidéliser la main d'œuvre dans un contexte parfois hautement concurrentiel. Ainsi se développent des habitats ouvriers ; « la caserne » à la saline de Dieuze est un des premiers logements collectifs en Lorraine (la date de construction n'est pas connue, mais elle apparaît sur le cadastre napoléonien de 1813). Quant aux cités ouvrières, elles sont présentes sur la plupart des sites industriels, ainsi que les logements pour la direction, tels le château patronal (ins. MH, 1988) de la filature de Moussey (Vosges) et la maison du directeur des hauts fourneaux (ins. MH, 1998) à Nilvange (Moselle).

Les grands capitaines d'industrie adoptent une attitude paternaliste et organisent la vie de leurs ouvriers ; d'une part des salles des fêtes ou de spectacles : la Rotonde (ins. MH, 1986) de Thaon-les-Vosges (Vosges) ou le casino de la faïencerie (ins. MH, 1994) de Sarreguemines (Moselle), d'autre part des lieux de culte parmi lesquels les églises Sainte-Barbe (cl. MH, 1990) de Crusnes¹¹ (Meurthe-et-Moselle), Saint-Martin (ins. MH, 2008) d'Hayange¹² (Moselle) et la chapelle des verriers (ins. MH, 1978) de Goetzenbruck (Moselle).

Le site de Bataville¹³ (partiellement ins. MH, 2014 : un bâtiment de production et le foyer social avec sa cantine), situé sur les communes de Moussey et Réchicourt-le-Château (Moselle) est certainement l'ensemble lorrain le plus abouti sur le plan de l'urbanisme et de l'architecture : bâtiments de production, centre de formation, foyer social (avec restauration), église Saint-Vincent-de-Paul, équipements sportifs, piscine, magasins et logements. Les constructions s'échelonnent de 1931 à 1973, à l'initiative de Tomáš Bat'a (1876-1932), qui applique son idée de ville-usine, testée auparavant dans son pays d'origine, à Zlin en République tchèque et poursuivie par son demi-frère, Jan Antonín Bat'a (1898-1965). L'usine Bata cesse ses activités en 2001.

Un patrimoine difficile à conserver

Si la législation permet de conserver le patrimoine, la situation est plus complexe et variable selon les cas. D'une part, le site est toujours en fonctionnement et conserve ses activités initiales, comme c'est le cas pour les deux usines de Saint-Dié-des-Vosges. Contrairement à de nombreuses industries textiles fermées depuis plusieurs années, l'usine Duval, en se spécialisant dans une production haut de gamme (production pour la haute couture) poursuit son activité, et le bâtiment fait l'objet d'une grande attention de la part de son propriétaire, filleul de Le Corbusier ; les travaux entrepris sont suivis par la conservation régionale des monuments historiques et les aménagements prévus par le Corbusier dans les moindres détails sont respectés, comme les couleurs décidées à l'origine. La spécialisation de l'usine Gantois et sa production pour le secteur de l'aéronautique lui assure sa pérennité. La manufacture des grandes orgues de Rambervillers et la fonderie de cloches de Robécourt maintiennent leurs productions. D'autre part, l'arrêt de la production pose le délicat problème de la reconversion du site plus ou moins facile selon le type de bâtiment, ses dimensions, ses matériaux... etc. Si aucun projet n'apparaît, il est soit laissé à l'abandon et se détériore rapidement, soit détruit par manque d'intérêt du propriétaire ou pour des raisons de sécurité.

La protection au titre des monuments historiques est certes un atout pour le patrimoine, il doit alors être conservé et entretenu... mais la réalité est parfois bien différente. La tuilerie de Trondes

¹¹ L'église Sainte-Barbe en fer construite en 1938 est le prototype d'un bâtiment destiné aux pays de mission. Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale mit fin à ce projet.

¹² L'église Saint-Martin d'Hayange, qui abrite une chapelle funéraire Wendel, a été construite en 1883-1884 à l'initiative de la famille Wendel par l'architecte Rémy Jacquemin (1844-1906). Elle reprend les grandes caractéristiques de l'église de La Trinité de Paris, qui était la paroisse de la famille.

¹³ Bataville fut construite par plusieurs architectes tchèques : Frantisk Gahura (1891-1958), Vladimir Karfik (1901-1996), Vymetalik (?) et Vladimir Janyta (1909-1995), ainsi qu'un Français, Joseph Denny (1911-1976).

(Meurthe-et-Moselle) construite en 1846, était la dernière tuilerie artisanale du Toulouais ; les deux bâtiments abritaient dans l'un, une aire de malaxage de la glaise avec l'axe des bœufs de manège, et dans l'autre, un four et une halle de séchage. Inscrite au titre des monuments historiques en 1983, elle conservait la mémoire d'une fabrication de tuiles à proximité des éléments indispensables à la production : cours d'eau et argile de la Woëvre. Faute d'attention et d'entretien, elle est devenue en quelques dizaines d'années un tas de pierre, qui a nécessité sa radiation en 2006. Il s'agit là d'une situation extrême, mais d'autres bâtiments situés dans la Métropole nancéienne et non dans une campagne profonde, sont actuellement menacés.

La chaufferie de la centrale thermique (ins. MH, 2012) de la papeterie de la Rochette à Laneuveville-devant-Nancy (Meurthe-et-Moselle) est construite en 1947 ; elle produisait de l'électricité pour les machines et du chauffage pour les locaux et la chaîne de séchage des cartons. Si l'architecte n'est pas connu avec certitude, l'attribution à Auguste Perret (1874-1954) est très probable, d'autant plus que l'agence Perret travaillait souvent pour la société La Rochette-Cenpa ; faute d'un projet de réutilisation dans le nouveau quartier construit sur le site de l'ancienne cartonnerie, le bâtiment se dégrade rapidement.



Laneuveville-devant-Nancy
Chaufferie centrale thermique de la papeterie de la Rochette
Photo M A Sonrier.

C'est le cas également des bâtiments des sondages salins¹⁴ (ins. MH, 1986) de la vallée de la Roanne à Lenoncourt (Meurthe-et-Moselle). Cette technique d'exploitation du sel connu sa pleine extension des années 1880 à la Seconde Guerre mondiale ; ces petites structures pyramidales constituent un vestige exceptionnel de ce mode d'exploitation mais présentent une grande fragilité. Le risque de voir disparaître des témoins d'une phase de développement industriel augmente avec le temps.

Ces exemples introduisent le rôle essentiel tenu par les propriétaires et ils sont nombreux à se soucier de leur bien appartenant au patrimoine national, mais, en cas de défaillance, l'action des services de l'État n'est pas toujours possible. Certes la législation oblige les propriétaires publics et privés à conserver et entretenir les bâtiments et objets, et l'État apporte des aides financières, mais en cas de manquement, les moyens de coercition sont bien limités¹⁵. Des solutions peuvent cependant être trouvées pour maintenir les vestiges restants. L'ancienne forge de Buré¹⁶ (ins. MH, 1991) à Allondrelle-la-Malmaison (Meurthe-et-Moselle) est aujourd'hui une ruine romantique que le

¹⁴ Le sondage est à la fois une installation technique (tubage concentrique vertical placé dans le sol permettant l'injection d'eau douce et le pompage de saumure) et un mode d'exploitation du sel. En fonctionnement, il reste obligatoirement surmonté d'un bâtiment (information communiquée par Pascal Thiébaud).

¹⁵ En cas de manquement, les travaux d'office sont possibles sur les seuls biens classés, ce qui élimine ceux inscrits - les plus nombreux pour le patrimoine industriel -, mais cette procédure est très peu utilisée par l'État sur l'ensemble du territoire national ; en Lorraine, au cours des décennies précédentes, seule la Favorite de Lunéville en a bénéficié, et les interventions limitées à des travaux de conservation résistent mal au temps !

¹⁶ À la fin du XIV^e siècle, l'abbaye cistercienne d'Orval établit une forge dans sa grange de Buré. Cette forge monastique, la plus ancienne du bassin de Longwy, continue de fonctionner jusqu'à la Révolution. La famille Trotyanne devient propriétaire en 1811 ; de nouvelles installations sont alors construites et fonctionnent jusqu'à sa fermeture en 1885.

propriétaire s'emploie à consolider. Le haut fourneau (ins. MH, 1982), dit couché, de Longwy (Meurthe-et-Moselle) est le seul vestige de l'activité sidérurgique débutée à la fin du XVII^e siècle et achevée en 1978 ; il sert désormais de décor à un terrain de golf. Celui de Cons-la-Grandville, édifié en 1865 et en activité jusqu'en 1878, a été restauré en 2021. La scierie de la Hallière à Celles-sur-Plaine, victime d'un incendie criminel en décembre 2001, a été reconstruite. Ces quelques cas illustrent bien la complexité et la diversité des situations.

Des fleurons de l'économie lorraine ne bénéficient pas d'une reconnaissance patrimoniale, dont la cristallerie de Baccarat (Meurthe-et-Moselle). Avec la création d'une verrerie en 1764, les premiers bâtiments sont construits (bâtiment de production, chapelle et château, suivis quelques années plus tard par des logements ouvriers) ; transformée en cristallerie en 1817, des agrandissements et modernisations viennent compléter les installations initiales. Un dossier a été instruit en 1981 mais n'a pas été présenté en commission, et une nouvelle approche par l'intermédiaire d'élus municipaux au début des années 2010 est restée sans suite. Le site est complexe et l'accès en est limité pour assurer la confidentialité de la production. La brasserie de Champigneulle¹⁷ (Meurthe-et-Moselle), créée en 1897 devient la plus grande brasserie française avant 1914. Le bâtiment des grands bureaux, qui s'inscrivait dans le courant de l'École de Nancy, a été détruit en 2009 ; ni la création d'une association de défense, ni l'avis unanime de la commission régionale du patrimoine et des sites (CRPS)¹⁸ n'a pu empêcher un tel acte face à une logique financière implacable. Par ailleurs, le propriétaire n'a pas approuvé la protection des autres bâtiments dignes d'être conservés : la salle de brassage, les deux bâtiments de la malterie, l'ancienne maison du directeur et le bâtiment des anciennes machines frigorifiques. Ce dossier fait actuellement l'objet d'une nouvelle instruction... D'autres sites méritant une protection au titre des monuments historiques pourraient encore être cités : les salines de Varangéville (Meurthe-et-Moselle), la verrerie de Meisenthal (Moselle) et la cristallerie de Saint-Louis (Moselle)...



Baccarat, cristallerie

© Région Grand Est-Inventaire général du patrimoine.
Photo Gérard Coing



Champigneulle, brasseries

© Région Grand Est-Inventaire général du patrimoine

L'industrie lourde pose un problème spécifique, par l'ampleur des installations, les détériorations inévitables liées à l'abandon de l'activité, la difficile reconversion et les coûts d'entretien. Si l'usine sidérurgique d'Uckange (Moselle) est partiellement conservée (le haut fourneau U4 avec ses annexes, ainsi que les bâtiments des compresseurs, des soufflantes,

¹⁷ Marie-Agnès Sonrier, « les Grands Bureaux de la brasserie de Champigneulle, une impossible conservation ? », *Pays lorrain*, décembre 2021, p. 341-345.

¹⁸ La commission régionale du patrimoine et des sites, actuelle commission régionale du patrimoine et de l'architecture, donne un avis au préfet de région. Le préfet décide alors de prendre ou non un arrêté d'inscription au titre des monuments historiques et éventuellement de transférer le dossier pour un avis de classement à la commission nationale.

d'administration, de la sous-station électrique, des chaudières, inscrits au titre des monuments historiques en 2001), l'avenir de celle d'Hayange serait compromise... Quant à l'usine sidérurgique de Pont-à-Mousson, fondée en 1856 pour exploiter le gisement de minerai de fer de Marbache, qui produit toujours de la fonte pour canalisations et voiries après avoir surmonté la crise des années 1975-1990, aucune démarche en vue d'une protection au titre des monuments historiques n'a été entreprise devant l'ampleur du sujet et les contraintes technologiques et sécuritaires...

La saline de Dieuze présente de nombreux aspects des cas évoqués précédemment. Si les bâtiments les plus anciens ont été préservés, le regard porté par le propriétaire sur ceux du XIX^e siècle est tout autre. Construits durant la période de l'Annexion, le bâtiment des douches et infirmerie, témoin du souci de la santé et de l'hygiène des ouvriers, et la halle wagon assurant une desserte ferroviaire, créée très tôt et modifiée après 1870, ont été détruits malgré l'avis favorable à l'unanimité de la CRPS pour leur préservation, la primauté des considérations politiques et financières étant supérieure à l'intérêt patrimonial. Trois nouvelles inscriptions ont cependant eu lieu : un bâtiment dédié à la formation (milieu XIX^e siècle), un laboratoire édifié vers 1900¹⁹ ayant conservé son mobilier d'origine et son extension dans les années 1950, un château d'eau « ajouré » ou « sur pilier », frappé d'un soleil et du K de Kuhlmann, alors propriétaire, et portant l'inscription 1928. De nombreuses constructions ont disparu, dont une partie ne peut être, certes, regrettée, mais les destructions trop radicales ne permettent plus d'appréhender l'importance de ce site lorrain majeur.

Quant aux cités ouvrières qui ont un impact fort sur le paysage, aucune ne bénéficie d'une reconnaissance patrimoniale. Souvent privatisées, les maisons ont été plus ou moins personnalisées ; la conservation de cette histoire sociale mériterait la mise en place d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) pour quelques-unes d'entre elles...

La mise en valeur du patrimoine industriel

Des musées sont créés, notamment celui de l'Image à Épinal²⁰ (Vosges), seul labélisé « musée de France ». Il se compose de deux parties : l'usine Pellerin (ins. MH, 1986) où sont présentés les aspects techniques de cette production et l'outillage correspondant, alors que le bâtiment contemporain, qui l'encadre, accueille les collections composées de 1344 bois gravés (cl. MH, 1991) et quelque 6000 pierres lithographiques, ainsi que les expositions temporaires. Résultant d'une volonté municipale ou associative, plusieurs musées se sont installés sur des sites qui connaissent désormais une seconde vie, préservant ainsi la mémoire du lieu et de l'activité, généralement médiatisées par des opérations à destination de publics variés.

L'Association des amis de la brasserie de Saint-Nicolas-de-Port ouvre la tour de brassage et organise des visites qui expliquent les différentes étapes de la production de bière : malterie, salle des machines avec le compresseur pour produire du froid, fermentation, salle de brassage, garde et conditionnement. Les collections (verres, affiches, plaques, outillage, etc.) sont présentées dans les locaux administratifs devenus Musée français de la brasserie, où se tiennent également des expositions temporaires ; des animations sont proposées : démonstrations de brassage, stages de formation pour les brasseurs amateurs et dégustations.

À Ventron (Vosges), le tissage (non protégé au titre des monuments historiques) construit en 1855 a conservé toutes ses installations, y compris celle de sa production d'énergie et de sa distribution ; siège du Centre de culture scientifique, technique et industriel, il porte le nom de Musée textile des Vosges et les visites sont agrémentées de démonstrations en filature et tissage. Après la fermeture de la mine de fer de Bassompierre (ins. MH, 1995) à Aumetz (Moselle), exploitée de 1900 à 1983, la commune décide de faire un écomusée des mines de fer en Lorraine, sur deux sites : à

¹⁹ Les archives de Berlin ayant brûlé au cours de la Seconde Guerre mondiale, il ne reste plus aucune source.

²⁰ Le musée municipal est ouvert en 2003. Il englobe l'usine créée en 1796 par Jean-Charles Pellerin (1756-1836) ; le bâtiment contemporain a été conçu par Repérages Architecture (Adeline Rispaïl et Jean-Jacques Raynaut). C'est une des plus belles collections d'images populaires françaises et étrangères, avec quelque 110 000 images.

Aumetz, la visite des différentes installations est proposée avec accès au chevalement afin de découvrir à 35 mètres de hauteur l'ancienne organisation, et à Neufchef (non protégé au titre des monuments historiques) un parcours souterrain de 1,5 kilomètre où l'évolution des mines entre 1820 jusqu'à la fermeture (trois étapes historiques : mine ancienne, mine à air comprimé et mine moderne) est expliquée, ainsi qu'une présentation de la géologie, de la sidérurgie, du métier de mineur et ses différentes tâches, et enfin la vie sociale et familiale dans les années 1950.

Si la fonction d'origine est toujours bien valorisée, cela n'empêche pas des activités nouvelles. Lors de la fermeture du carreau Vuillemin-Wendel à Petite-Rosselle en 1991, des mineurs ont souhaité continuer de faire vivre le site avec la création d'un musée, lequel a évolué pour devenir Parc Explor Wendel où les visites des installations (chevalements, recettes, bâtiments des machines d'extraction, décanteurs, lavoirs, matériel roulant et machines) ainsi que les locaux dédiés aux mineurs, salle des « pendus » et cantine, permettent parfaitement la compréhension du fonctionnement d'une mine de charbon et la vie du personnel. La reconstitution d'une mine dans laquelle les visiteurs « descendent » et sont mis en condition complète la présentation didactique. À cela s'ajoutent des parcours pédestre et cyclable, et la possibilité d'organiser des réceptions dans l'ancien lavoir. Aujourd'hui, le site industriel a connu une véritable reconversion, où se côtoient patrimoine et architecture contemporaine²¹.



Saint-Nicolas-de-Port, brasserie

Photo M.-A. Sonrier

Le domaine de l'abbaye cistercienne Notre-Dame d'Écurey est fondé en 1144 ; les moines développèrent des techniques métallurgiques d'extraction et de traitement du fer au XV^e siècle. Les bâtiments reconstruits au XVIII^e siècle sont en partie détruits à la Révolution et les autres vendus comme bien national en 1791 ; seuls subsistent le logis de l'abbé, l'hôtellerie et la ferme. Le site est transformé à partir de 1842 en fonderie d'art et d'ornements, qui ferme en 1987. Les bâtiments et aménagements (ins. MH, 2013) constituent maintenant un ensemble ouvert à la visite, comprenant les installations techniques (les halles de fonderie, l'atelier d'ajustage, les magasins de modèles, la halle d'expédition, l'ancienne halle de coulée, le bâtiment de la turbine) ainsi que la chapelle, les logements avec leurs jardins ouvriers, et la conciergerie. La valorisation du site²², avec son centre d'interprétation, à partir de 2011 s'appuie sur un PER (pôle d'excellence rural)²³, avec un projet spécialisé dans la transition énergétique et l'écoconstruction. En 2015, le pôle est complété par un « Centre d'expérimentation du bien vivre en milieu rural », nommé « Écurey Pôle d'avenir »²⁴. La

²¹ <https://parc-explor.com/> consulté le 6 mai 2023.

²² <https://ecureypoledavenir.com/> consulté le 6 mai 2023.

²³ Les projets favorisant le développement des territoires ruraux reçoivent un financement partiel de l'État.

²⁴ Cet organisme se consacre à l'étude des vertus de l'ortie et à l'éco-rénovation, et fait des formations en insertion. Ce développement est porté par la communauté de communes des Portes de Meuse en partenariat avec le Pays barrois. Diverses activités sont proposées : un atelier de tapisserie, décoration et brocante, les jardins d'Écurey, les feux d'Écurey font des démonstrations de coulée d'aluminium, la Cie Azimuts propose ses créations, l'association Sur Saulx des événements culturels divers, et Holositech favorise la transition énergétique. Le site de Pôle d'avenir se définit comme « Une nouvelle vie pour un site patrimonial en milieu rural », un « Pôle de vie », et propose des activités culturelles, d'hébergement et de réception, de formation et d'écorénovation, et une ludothèque.

restauration du logis abbatial, en cours, complétera la mise en valeur des différentes périodes d'occupation du sol et finalisera ce projet qui inclut les préoccupations actuelles.

À Uckange, le haut fourneau U4 et ses annexes²⁵ (ins. MH, 2001) sont les vestiges de cette usine de production de fonte créée en 1890 par les frères Stumm, qui installèrent les premiers hauts fourneaux entre 1890 et 1904, fermés en 1991. Désormais ils sont accompagnés d'un jardin des traces ouvert en 2007 et d'une mise en lumière, intitulée « Tous les soleils », réalisée par Claude Lévêque ; cette œuvre d'art contemporain est une commande publique²⁶ dans le cadre de « Luxembourg-Grande Région capitale européenne de la Culture ». Quant aux grands bureaux, construits en 1925, ils accueillent un laboratoire d'ArcelorMittal. Des animations diverses sont proposées sur le site²⁷.

Enfin aux salines de Dieuze, des visites sont organisées, notamment du puits salé où a été reconstitué le manège à chevaux et de la Délivrance, espace qui accueille des manifestations et peut également être loué. Le site²⁸ de la commune qualifie ce lieu de « modernité alliée à l'architecture d'origine ». Si les aménagements récents des anciens magasins sont certainement agréables, il est bien difficile d'imaginer maintenant leur vocation initiale, le stockage de sel...

Les sites de plus petite taille n'échappent pas à la médiation : la scierie de la Hallière, la féculerie de Chenevières, la manufacture de fer blanc de Bains-les-Bains, les mines du Thillot, parmi d'autres, organisent des visites. Les journées du patrimoine sont l'occasion de découvertes ; en 2022 le programme lorrain comportait 535 notices dont seulement 28 pour le patrimoine industriel. Quelques ouvertures peuvent permettre de découvrir des établissements plus rarement présentés au public, comme la maison des Sœurs Macaron²⁹ (ins. MH, 1987) à Nancy. À la Révolution, des religieuses trouvèrent refuge dans ce bâtiment appelé maison Grisot ou hôtel de Gormand, élevé en 1725 par Jean-Nicolas Jenneson (1686-1755) où elles fabriquèrent des macarons, certainement en quantité limitée compte-tenu de la taille du four, toujours en place. L'entreprise de dragées de Verdun (Meuse), le château des brasseurs de Xertigny (Vosges), la carrière d'Elzange et l'unité de production de béton de Grigny en Moselle, la poterie Barnet de Plombières-les-Bains (Vosges), les sites verriers de Sainte-Geneviève et Vannes-le-Châtel en Meurthe-et-Moselle et ceux de Meisenthal et Saint-Louis-lès-Bitche en Moselle ouvrent également leurs portes lors de cette manifestation nationale, participant ainsi au dynamisme économique et culturel du territoire.

Conclusion

Si le patrimoine industriel est important et divers en Lorraine, sa préservation n'est pas toujours facile, et sa reconversion souvent compliquée et coûteuse. Les quelques exemples évoqués montrent la diversité des situations, et l'intérêt bien marqué dans les années 1980 et 1990 marque le pas aujourd'hui. Après l'arrêt des activités, certaines usines connaissent une reconversion assez facile, mais d'autres posent des problèmes : d'une part, les grands ensembles sidérurgiques ne sont pas faciles à réutiliser même si quelques sites connaissent un succès certain, et d'autre part en milieu rural, l'architecture vernaculaire, peu protégée au titre des monuments historiques, des petites unités

²⁵ Les hauts fourneaux U3 et U4 sont reconstruits entre 1932 et 1935, et modifiés en 1969. Les éléments protégés au titre des monuments historiques sont le haut fourneau U4, et ses annexes qui comprennent les cowpers incluant la cheminée, la halle de coulée, les tuyauteries, le portique de déchargement, les dispositifs d'épuration, les bennes Staehler, le wagon porte-bennes, les rails de roulement, les accumulateurs à matières, ainsi que le bâtiment des soufflantes et ses machines, le bâtiment de l'administration, la sous-station électrique avec ses installations, le bâtiment des chaudières avec ses machines.

²⁶ Commande publique faite avec le soutien du ministère de la Culture et de la Communication, du Conseil régional de Lorraine et du Conseil général de la Moselle.

²⁷ <https://www.hf-u4.com/fr/>. Consulté le 23 mai 2023.

²⁸ <https://www.dieuze.fr/fr/salines-royales.html>. Consulté le 23 mai 2023.

²⁹ Plusieurs propriétaires se succèdent et les macarons furent confectionnés dans un bâtiment construit dans la cour, une pièce sur rue servant de magasin, jusqu'en 1980. En 1889, un vitrail de Fernand Gounon (1844-1899), représentant une religieuse, est installé.

de production, très nombreuses et présentes sur tout le territoire, bénéficient trop rarement de considération alors qu'elles sont les témoins d'une organisation économique disparue et résistent mal au temps. En effet, les constructions industrielles sont conçues pour répondre à une demande pratique et non destinées à s'inscrire durablement dans le temps ; en cela elles sont différentes de la cathédrale de Metz, où les ouvriers du Moyen Âge édifiaient un monument religieux destiné à perdurer comme la foi dont il était le témoignage, ou l'ensemble du XVIII^e siècle réalisé par Stanislas, conçu pour préserver la gloire et la grandeur de son règne et de celui de Louis XV à qui la Place royale était dédiée. Si la reconnaissance patrimoniale est le plus souvent source de fierté, certains propriétaires publics et privés sont peu enclins à accepter les conditions administratives générées par une protection au titre des monuments historiques, alors que les subventions financières lors de travaux aident ceux-ci à l'entretien et la préservation de leurs biens. À l'heure où la « réindustrialisation de la France » est présentée comme une priorité nationale, le patrimoine industriel pourrait connaître une nouvelle période de mise en valeur...